



## DÉLIBÉRATIONS

Le 4 juin 2026 à 15h20, les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Zohra AMIMI

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD-SCHNEIDER, Madame Zohra AMIMI, Madame Brigitte BROUT, Madame Marine CARON, Monsieur Samantigui DOUMBIA, Monsieur François HAINIGUE, Monsieur Dorian JUSTIN, Monsieur Jamal KHERBECHE, Madame Dominique LABARRE, Madame Clémentine LE DUEY, Madame Elisabeth MENESTRIER, Madame Adeline PIERRE, Madame Gaëlle SILVESTRE,

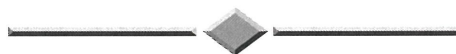
Étaient représentés :

Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Zohra AMIMI  
Madame Élise BOQUIÉ ayant donné pouvoir à Monsieur François HAINIGUE  
Madame Martine LELAIT ayant donné pouvoir à Madame Elisabeth ALAZARD-SCHNEIDER  
Madame Juliana VIENNE ayant donné pouvoir à Madame Clémentine LE DUEY

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

**Date de convocation :** 29 mai 2026



## DÉLIBÉRATIONS

-----

### **30 RÉPONSE À L'APPEL À PROJET DU FONDS NATIONAL DE PRÉVENTION DE LA C.N.R.A.C.L. SUR LA PRÉVENTION DE L'ÉPUISEMENT PROFESSIONNEL DES AGENTS PAR LE SERVICE AUTONOMIE À DOMICILE ET LE SERVICE DES RÉSIDENCES AUTONOMIE**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Centre Communal d'Action Sociale de Rouen gère depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2026 un Service Autonomie à Domicile (S.A.D) issu de la fusion entre son Service Prestataire et son Service de Soins Infirmiers à Domicile (S.S.I.A.D).

La création de ce nouveau service, en lien avec le Département de Seine-Maritime, dans un contexte de réforme nationale du secteur de l'aide et du soin à domicile, a eu un impact important sur les services concernés.

La mise en place du S.A.D a entraîné un changement des conditions de travail des aides à domicile du service prestataire (changement d'encadrement hiérarchique, de lieu de rattachement, des conditions de travail...). Il a également eu un impact important sur l'organisation et la charge de travail des équipes de responsables du S.A.D et des résidences autonomie. De plus, dans le cadre de cette réorganisation, les temps d'animation au sein des résidences autonomie ont été réduits de 1ETP à 0.5ETP par résidence.

Afin d'accompagner les agents du S.A.D et des résidences autonomie dans cette dynamique de changement, le Service des Aînés souhaite répondre à l'appel à projet lancé par le Fonds National de Prévention (FNP : organisme administré par la CNRACL qui accompagne les employeurs territoriaux dans la réduction des risques professionnels) portant sur la prévention des risques professionnels chez les agents. Dans le cadre de l'élaboration de ce projet, le Service des Aînés a bénéficié du soutien du Service Santé, Qualité de vie et Conditions de Travail de la Direction des Ressources Humaines de la Ville.

Le projet concerne environ 50 professionnel(le)s intervenant au sein du S.A.D (8 aides à domicile, 22 aides-soignant(e)s, 2 infirmières coordinatrices, 1 responsable et une coordinatrice, 1 psychologue, 1 ergothérapeute et une assistante de direction et des résidences autonomie (4 responsables, 8 agents polyvalent, 4 agents d'animation et 4 assistantes administratives).

Les deux services ciblés regroupent des catégories de métiers (aide et soin à domicile) particulièrement exposés aux troubles musculo-squelettiques (port de charges, gestes répétitifs, aide à la personne, manipulation de produits, risques de chute, déplacements professionnels) et aux risques psycho-sociaux (épuiement, horaires contraints, décalés et coupés, confrontation à des situations d'agressivité, gestion de situations de crises, confrontation à des situations à fort impact émotionnel). De plus, la période de changement actuelle vécue en première ligne par ces agents nécessite la mise en œuvre d'un dispositif d'accompagnement et de prévention accru afin de limiter les situations de souffrance ou travail et d'épuisement professionnel.

En cas d'accord du F.N.P pour la mise en œuvre de ce projet, le S.D.A bénéficierait d'une subvention de 100 000 € auxquels s'ajouteraient 2500€ par agent compris dans le périmètre de l'étude. Le FNP s'engage également à accompagner les candidats retenus dans la réalisation d'un diagnostic approfondi des situations de travail et la mise en œuvre de pistes d'actions de prévention et d'amélioration des conditions de travail. La mise en œuvre de ce projet se déroulera sur une période de 3 ans.

## D É L I B É R A T I O N S

---

Les objectifs du projet ont été définis comme tel dans la demande de subvention :

### Objectifs stratégiques :

- Accompagner les équipes concernées dans la conduite du changement ;
- Prévenir l'épuisement professionnel au sein d'équipes régulièrement confrontées à des situations d'usure professionnelle, d'absentéisme et à des problématiques de santé au travail ;
- Participer à la politique de protection des agents mise en place par le CCAS de Rouen en proposant des outils permettant de faire face au sentiment d'insécurité exprimé de façon régulière par les professionnel(le)s intervenant à domicile ;
- Dans ce contexte de changement, encourager les équipes à collaborer afin de trouver collectivement des leviers d'actions en vue de retrouver un équilibre ;
- Mettre en place des outils afin de favoriser le renforcement des compétences des professionnel(le)s, sécuriser les pratiques, valoriser les savoirs faire et améliorer les accompagnements effectués auprès du public ;
- Mettre en œuvre des outils opérationnels dans le cadre d'une politique globale de prévention de la maltraitance.

### Objectifs opérationnels :

- Mettre en place du matériel et des séances d'activité physique adaptée et de bien-être en faveur des agents afin de prévenir les troubles musculo-squelettiques, réduire la fatigue physique et mentale et soutenir la santé au travail ;
- Mettre en place des espaces de parole sécurisés en faveur des agents afin de leur permettre d'échanger sur leurs difficultés et d'identifier collectivement les impacts émotionnels et professionnels notamment lors de périodes de changement (absentéisme, tensions réorganisationnelles...) ;
- Proposer des temps d'initiation à des pratiques favorisant la cohésion, le lâcher prise et participant au renforcement du sentiment de sécurité ;
- Organiser une journée de cohésion annuelle inter-services ;
- Déployer des actions visant à consolider les compétences des professionnel(le)s du soin et de l'aide à domicile, notamment en matière de bientraitance.

Conformément au cahier des charges de cet appel à projet notifiant que ledit dossier doit être soumis avant le 31 juillet 2026 à l'avis des instances représentatives, ce dernier sera présenté à la F3SCT (Formation Spécialisée en matière de Santé, de Sécurité et de Conditions de Travail) du 30 juin 2026.

La date limite de réception du dossier étant fixée au 5 mai 2026, la validation du présent projet de délibération permet de valider son dépôt auprès du Fonds National de Prévention de la CNRACL.

Ledit dossier de réponse à l'appel à projet du FNP est annexé à la présente délibération.

## D É L I B É R A T I O N S

-----

### **LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN**

VU la loi n°2002-2 du 02 janvier 2002rénovant l'action sociale et médico-sociale,

VU la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment l'article R.123-20,

VU le Décret n°2023-608 du 13 juillet 2023 relatif aux Services Autonomie à Domicile,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen en date du 12 décembre 2025 relative à la création du Service Autonomie à Domicile au 1<sup>er</sup> janvier 2026,

VU l'appel à projet du Fonds National de Prévention de la CNRACL portant sur la prévention des risques professionnels dans la fonction publique territoriale,

CONSIDÉRANT que le C.C.A.S de Rouen, en lien avec le Département de Seine-Maritime, œuvre au maintien à domicile des personnes âgées et des personnes en situation de handicap dans des conditions de qualité et de sécurité adaptées,

CONSIDÉRANT, que l'Appel à Projet du F.N.P de la C.N.R.A.C.L. vise à améliorer les conditions de travail des agents du S.A.D et des résidences autonomie et constitue une opportunité de financement pour soutenir la démarche d'amélioration des conditions de vie au travail portée par le C.C.A.S de Rouen ;

CONSIDÉRANT les besoins identifiés en matière d'équipements, de formation, d'accompagnement collectif et individuel des agents ainsi que de structuration d'une politique globale de prévention des risques professionnels et de la maltraitance ;

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ :

- Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à répondre à l'appel à projet du Fonds National de Prévention de la C.N.R.A.C.L. en vue de l'obtention d'une subvention d'un montant de 233 588€ pour la mise en œuvre du projet élaboré par le Service des Aînés dans le cadre de la prévention de l'épuisement professionnel des agents.

## DÉLIBÉRATIONS

---

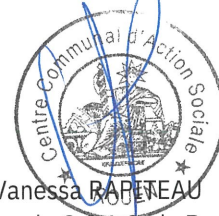
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

Votants :

- Pour : 17
- Contre : 0
- Abstention : 0
- Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,  
Pour le Président et par délégation



Vanessa RAPITEAU  
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

*Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.*